



Marché des Titres Publics
Animé par l'Agence UMOA-Titres

LES EMETTEURS



UMOA-Titres
Bâtir un Marché intégré des Titres Publics

Décembre 2019

www.umoatitres.org
Boulevard Général De Gaulle
Direction Nationale BCEAO
BP 47 09 Dakar Sénégal

Sommaire

☑ Bénin	4
☑ Burkina Faso	6
☑ Côte d'Ivoire	8
☑ Guinée-Bissau	10
☑ Mali	12
☑ Niger	14
☑ Sénégal	16
☑ Togo	18

PREAMBULE

L'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été créée par le Traité signé à Dakar le 10 janvier 1994 par les Chefs d'État et de Gouvernement des sept pays de l'Afrique de l'Ouest ayant en commun l'usage d'une monnaie identique le FCFA.

Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo.

Le Traité est entré en vigueur le 1er août 1994, après sa ratification par les États membres. Le 02 mai 1997, la Guinée-Bissau est devenue le 8ème État membre de l'Union.

Dans le cadre de la modernisation des instruments de financement des économies de l'Union, les marchés financiers ont été identifiés par les Autorités de l'Union comme une source de financement du développement à privilégier. Cette décision a consacré le marché financier régional comme l'une des principales sources de financement des besoins croissants des États membres.

Dans cette perspective, en vue de dynamiser le Marché des Titres Publics et de doter les États de l'ensemble de l'accompagnement nécessaire, le Conseil des Ministres de l'UMOA, par Décision N°CM/UMOA/006/05/2012, a autorisé le Gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à créer une agence régionale d'appui à l'émission et à la gestion des titres publics des États de l'UMOA dénommée « Agence UMOA-Titres ».

Sur la base de cette Décision du Conseil des Ministres, le Gouverneur de la BCEAO a procédé à la création de l'Agence UMOA-Titres (AUT) le 15 mars 2013, sous la forme d'un établissement public international doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

BÉNIN



Bref aperçu



Population :
10 008 749 habitants
(source : Recensement général 2012)

Superficie :
114 763 km²

Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Régime Présidentiel

Capitale : **Porto-Novo**

Plus de **50%** de la population
du **Bénin** ont moins de **18 ans**
(source : INSD 2016)

Données économiques

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Croissance du PIB réel	6,4	2,1	4,0	5,8	6,7	7,6
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	-1,1	0,3	-0,8	1,8	0,8	0,8
Solde budgétaire globale (en % du PIB)	-1,9	-8,0	-6,0	-5,9	-4,7	-2,9
Taux d'investissement (en % du PIB)	28,6	26,0	24,6	25,5	26,2	27,2
Solde courant (en % du PIB)	-9,1	-8,9	-9,4	-10,0	-9,2	-8,0
Dette globale (en % du PIB)	30,5	42,4	49,7	54,4	54,6	54,0

Source : BCEAO, sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2019)

Points saillants

- Après une décélération en 2016, l'activité économique a accéléré au cours des deux dernières années au Bénin. Le taux de croissance du PIB réel devrait ainsi s'établir à 6,7% en 2018 après 5,8% en 2017. Cette dynamique devrait se maintenir en 2019 avec un taux de croissance projeté de 7,6%. Cette croissance est portée notamment par la réalisation de grands travaux inscrits au Programme d'Action du Gouvernement (PAG), l'amélioration de la production agricole et de celle des activités de transformation.
- L'inflation au Bénin demeure contenue dans la norme communautaire de l'UEMOA de 3% sur la période 2014-2018.
- Le déficit budgétaire s'est réduit sur la période 2015-2018 mais demeure au-dessus de la norme communautaire de 3%. Toutefois, il devrait ressortir en baisse à 2,9% du PIB en 2019.
- Quant au déficit du compte courant, il est ressorti à 9,2% du PIB en 2018 contre 10,0% un an plus tôt. En 2019, il est attendu à 8,0% du PIB.
- Le ratio encours de la dette publique sur PIB s'établirait à 54,6% en 2018 contre 54,4% en 2017. Toutefois, le ratio d'endettement connaîtrait une légère baisse en 2019 en lien avec l'amélioration du déficit budgétaire et celui du compte courant.
- En plus de la stabilité politique dont il bénéficie, le Bénin possède plusieurs avantages structurels. Il s'agit notamment :
 - o d'un port maritime utilisé par plusieurs pays enclavés ;
 - o d'une proximité avec le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique de l'Ouest, notamment à travers les activités de réexportation ;
 - o d'un ancrage stable de sa monnaie à l'euro ;
 - o d'un programme économique cohérent et ambitieux

BURKINA FASO



Bref aperçu



Population :
19 034 397 habitants
(source : INSD 2016)

Superficie :
274 200 km²

Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Capitale : **Ouagadougou**



Régime Présidentiel

Plus de **46,2%** de la population
du **Burkina Faso** ont moins de **15 ans**
(source : INSD 2016)

Données économiques

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Croissance du PIB réel	4,4	3,9	5,9	6,3	6,6	6,1
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	-0,3	0,9	-0,2	2,9	1,9	-0,5
Solde budgétaire globale (en % du PIB)	-1,9	-2,0	-3,9	-7,8	-4,6	-3,0
Taux d'investissement (en % du PIB)	25,9	24,3	24,0	24,6	22,3	21,1
Solde courant (en % du PIB)	-8,1	-8,6	-7,2	-7,3	-5,3	-6,3
Dette globale (en % du PIB)	30,4	35,8	39,2	38,4	43,0	42,5

Source : BCEAO, sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2019)

Points saillants

- Malgré le défi sécuritaire auquel fait face le Burkina Faso, le pays devrait afficher un taux de croissance moyen de 6,3% sur la période 2016-2018. Cette croissance est imputable à la hausse de la production d'or sur la période et aux bonnes perspectives dans le secteur agricole qui devraient se traduire par une hausse de la production de coton ainsi que de celle des céréales. En 2019, la croissance attendue est de 6,1%.
- Le taux d'inflation est estimé à 1,9% en 2018 après 2,9% en 2017. Cette détente des prix devrait se poursuivre en 2019 avec un taux d'inflation attendu de -0,5%. A l'instar des autres Etats membres de l'Union, l'inflation reste maîtrisée au Burkina Faso.
- Le secteur primaire représente près du tiers de l'économie Burkinabé et constitue un secteur stratégique pour le Burkina Faso. Il emploie près de 80% de la main d'œuvre et est source de devises pour le pays. Par ailleurs, le pays est le premier producteur africain de coton. La contribution à la croissance du secteur primaire ressortirait à 1,4 points de pourcentage en 2018 contre 1,3 pour le secteur secondaire. Avec une contribution à la croissance de 3,9 points de pourcentage, le secteur tertiaire est le secteur dominant de l'économie du Burkina Faso.
- En raison de la hausse des dépenses d'investissement imputable à la mise en œuvre du Programme National de Développement Economique et Social et la hausse des dépenses courantes, le déficit budgétaire est ressorti à 7,8% du PIB en 2017. Il devrait s'améliorer pour se situer à 4,6% en 2018 puis 3,0% en 2019 en lien avec la baisse du taux d'investissement et la maîtrise des dépenses courantes.

COTE D'IVOIRE



Bref aperçu



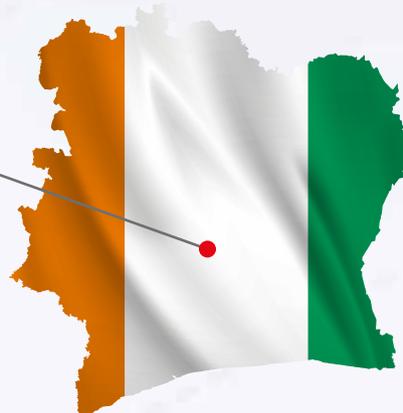
Population :
22 671 331 habitants
(source : INSD 2016)

Superficie :
322 463 km²

Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Capitale : **Yamoussoukro**



Régime Présidentiel

Données économiques

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Croissance du PIB réel	8,8	8,8	8,0	7,7	7,4	7,5
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	0,5	1,2	0,7	0,4	0,6	0,9
Solde budgétaire globale (en % du PIB)	-2,2	-2,8	-4,0	-4,5	-3,7	-2,6
Taux d'investissement (en % du PIB)	19,7	20,1	17,7	17,3	19,8	20,5
Solde courant (en % du PIB)	1,4	-0,6	-1,2	-2,8	-4,7	-4,0
Dettes globale (en % du PIB)	44,8	47,3	48,4	49,8	52,2	50,9

Source : BCEAO, sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2019)

Les émetteurs

Points saillants

- Premier producteur mondial de cacao et quinzième producteur mondial de café, l'économie de la Côte d'Ivoire reste dominée par le secteur primaire et en particulier par ces deux produits. Toutefois, le pays dispose d'un secteur secondaire en plein essor ces dernières années et d'un secteur tertiaire prépondérant dans l'économie du pays.
- La Côte d'Ivoire affiche ainsi le taux de croissance le plus élevé de l'Union avec une inflation maîtrisée. Le pays a connu un taux de croissance annuel moyen de 8,3% sur la période 2014-2017. La croissance en 2018 se situerait à 7,4% avant de s'établir à 7,5% en 2019. La croissance en 2018 serait imputable à la dynamique du secteur tertiaire avec une contribution de 5,1 points de pourcentage et dans une moindre mesure à celle du secteur secondaire avec une contribution de 1,5 points de pourcentage.
- Le déficit budgétaire est estimé à 3,7% du PIB en 2018 contre 4,5% en 2017, soit une amélioration de 0,8 points de pourcentage. Cette amélioration est due à une amélioration de la mobilisation des recettes entre 2017 et 2018 et à la maîtrise des dépenses courantes.
- Après un excédent de 1,4% du PIB enregistré en 2014, la balance des transactions courantes s'est dégradée sur la période 2015-2018 avec un pic atteint en 2018. Le déficit du compte courant rapporté au PIB s'est établi à 4,7% en 2018 contre 2,8% une année plus tôt. Cette dégradation du solde de la balance des transactions courantes s'explique par la forte hausse des importations de biens d'équipement en lien avec les investissements réalisés dans le cadre du Plan National de Développement combinée à celle des importations de pétrole brut. Par ailleurs, les exportations ont connu une faible hausse en raison de la chute du prix mondial du cacao.

GUINÉE-BISSAU



Bref aperçu



Population :
1,844 millions habitants
(source : Banque Mondiale)

Superficie :
36 125 km²

Langue officielle : **Portugais**
Monnaie : **FCFA**



Capitale : **Bissau**



Régime Présidentiel

50,2% de la population
entre **15 et 35 ans**
(source : Ministère de la Santé publique)

Données économiques

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Croissance du PIB réel	1,0	6,1	6,2	5,9	3,8	6,3
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	-1,0	1,5	1,5	1,0	0,4	1,7
Solde budgétaire globale (en % du PIB)	-3,1	-3,5	-5,7	-1,4	-3,8	-2,8
Taux d'investissement (en % du PIB)	7,8	4,1	4,9	6,2	5,2	3,0
Solde courant (en % du PIB)	0,6	2,0	1,4	0,3	-6,8	-7,9
Dette globale (en % du PIB)	54,9	50,3	57,9	53,9	56,1	54,9

Source : BCEAO, sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2019)

Les émetteurs

Points saillants

- Après avoir enregistré une croissance moyenne de 6,1% sur les trois années précédentes, l'économie de la Guinée-Bissau devrait ralentir en 2018. Le taux de croissance est attendu à 3,8% en 2018 contre 5,9% en 2017. Cette décélération s'explique par la baisse des cours mondiaux de la noix de cajou avec ses effets d'entraînement sur le secteur tertiaire qui ont un impact négatif sur le sous-secteur commerce.
- A l'instar des autres Etats membres, l'inflation en Guinée-Bissau demeure à un niveau relativement bas et en dessous de la norme communautaire de 3%.
- L'économie de la Guinée-Bissau est tributaire des performances de l'agriculture et de la pêche. Le pays est le sixième producteur mondial de noix de cajou. Ce produit constitue la principale source de devises et d'exportation du pays.
- Le déficit budgétaire de la Guinée-Bissau est passé de 1,4% du PIB en 2017 à 3,8% du PIB en 2018, soit une détérioration de 2,4 points de pourcentage. Cette détérioration s'explique par la faiblesse des ressources mobilisées comparées aux charges de plus en plus importantes notamment pour les besoins du financement du Plan de développement national (Terra Ranka, 2015-2020).
- Le taux d'endettement de la Guinée-Bissau est estimé à 56,1% en 2018 en hausse de 2,2 points de pourcentage comparée à 2017. Cette hausse s'explique par une croissance moins forte en 2018 par rapport à 2017 et par la détérioration du solde budgétaire et du solde du compte des transactions courantes.
- La Guinée-Bissau s'est dotée en 2015 d'un nouveau référentiel de développement dont la mise en œuvre couvre la période 2015-2025 : la vision Guinée-Bissau 2025. La première phase de ce programme connue sous le nom « Terra Ranka, 2015-2020 » est mise en œuvre sur la période 2015-2020. Le plan « Terra Ranka » vise essentiellement les objectifs suivants :
 - le maintien de la stabilité politique ;
 - la mise en œuvre de réformes de l'administration publique et l'amélioration de la gestion des finances publiques ;
 - le renforcement des capacités institutionnelles ;
 - la mise en place d'une politique de diversification de l'économie en particulier l'agriculture ;
 - le renforcement des investissements sur les infrastructures.

MALI



Bref aperçu



Population :
17 600 000 habitants

(source : Observatoire de la Santé Mondiale 2015)

Superficie :
1 241 231 km²

Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Capitale : **Bamako**



Régime Présidentiel

Données économiques

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Croissance du PIB réel	7,1	6,2	5,8	5,4	4,9	5,0
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	0,9	1,4	-1,8	2,2	0,9	0,4
Solde budgétaire globale (en % du PIB)	-2,9	-2,4	-3,9	-2,9	-4,7	-3,0
Taux d'investissement (en % du PIB)	20,2	20,8	22,8	22,9	22,8	23,0
Solde courant (en % du PIB)	-4,7	-5,3	-7,2	-7,9	-4,0	-5,2
Dette globale (en % du PIB)	27,3	36,0	35,9	35,4	36,6	36,9

Source : BCEAO, sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2019)

Les émetteurs

Points saillants

- Le Mali possède un potentiel remarquable dans les secteurs agricole et minier. Troisième producteur d'or en Afrique après l'Afrique du sud et le Ghana, le nombre de sociétés minières au Mali est passé de 8 sociétés en 2015 à 10 en 2018. La production d'or du pays est passée de 46,5 tonnes en 2017 à plus de 60 tonnes en 2018. Classé premier producteur de coton en Afrique depuis plusieurs années, la production de Coton au Mali a atteint 750 000 tonnes en 2018 contre 728 645 tonnes en 2017.
- L'appareil productif du Mali a été préservé malgré la crise que connaît le pays. L'économie du Mali a connu une croissance moyenne de 6,1% sur la période 2014-2017. En 2018, la croissance Malienne est estimée à 4,9% portée par l'ensemble des secteurs d'activité et dans un contexte marqué par la mise en œuvre de la Stratégie de Relance Economique et de Développement Durable (CREDD 2016-2018). La croissance de l'économie Malienne s'établirait à 5,0% en 2019.
- Le déficit budgétaire du Mali rapporté au PIB se situerait à 4,7% en 2018 contre 2,9% en 2017. Néanmoins, le Mali respecterait à nouveau la norme communautaire de l'UEMOA en 2019 avec un déficit qui se situerait à 3% du PIB en lien avec la poursuite des efforts d'assainissement des finances publiques entamés dans le cadre des réformes de gestion des finances publiques.
- Avec un taux d'endettement moyen de 33,7% sur la période 2014-2017, le Mali est l'Etat qui présente le taux d'endettement le plus faible de l'Union. Les taux d'endettement devraient s'établir à 36,6% en 2018 et à 36,9% en 2019.

NIGER



Bref aperçu



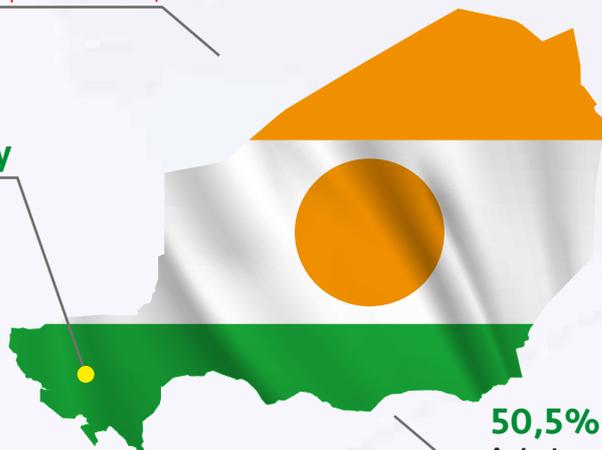
Population :
19 899 120 habitants
(source : Banque Mondiale 2015)

Superficie :
1 267 000 km²

Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Capitale : **Niamey**



Régime semi-présidentiel



50,5% de la population
âgés de moins de **15 ans**
(source : Banque Mondiale 2015)

Données économiques

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Croissance du PIB réel	7,5	4,3	4,9	4,9	6,5	6,3
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	-0,9	1,0	0,2	0,1	2,8	0,1
Solde budgétaire globale (en % du PIB)	-5,9	-9,1	-6,1	-5,7	-4,1	-4,1
Taux d'investissement (en % du PIB)	37,4	38,7	31,9	34,1	37,5	39,9
Solde courant (en % du PIB)	-15,9	-20,6	-15,7	-15,7	-18,0	-17,9
Dette globale (en % du PIB)	32,0	41,0	43,7	49,0	55,1	55,6

Source : BCEAO, sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2019)

Points saillants

- Quatrième producteur mondial d'uranium, le Niger est depuis 2011 producteur de pétrole brut.
- La croissance de l'économie du Niger est estimée à 6,5% en 2018 après 4,9% en 2017 tirée par l'ensemble des secteurs d'activité. Avec une proportion de près de 40% du PIB en 2018, le secteur primaire demeure le principal moteur de l'économie du Niger avec une contribution à la croissance de 3,2 points de pourcentage. Pour 2019, l'économie du Niger devrait rester dynamique avec une prévision de croissance de 6,3%. Malgré le défi sécuritaire auquel le Niger est exposé et les chocs auxquels son économie reste confrontée, le pays a connu une croissance moyenne de 5,4% sur la période 2014-2017.
- La dynamique de l'économie du Niger est impulsée par la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES) sur la période 2017-2021 dont l'un des objectifs est d'aboutir à une croissance soutenue et inclusive.
- Les dépenses d'investissement public dans le cadre du PDES et les dépenses réalisées dans le cadre de la lutte contre l'insécurité ont contribué à dégrader le solde budgétaire du Niger qui est ressorti en moyenne à 7,0% du PIB sur la période 2014-2016. A partir de 2017, l'amélioration des performances des régies financières et les mesures prises par le Gouvernement pour la maîtrise des dépenses publiques ont permis de contenir le déficit budgétaire qui est ressorti à 5,7% en 2017 contre 6,1% en 2016. L'amélioration du déficit budgétaire devrait se poursuivre bien que demeurant au-dessus de la norme communautaire de 3%. Le déficit budgétaire est estimé à 4,1% du PIB en 2018, il s'établirait au même niveau en 2019.
- Compte tenu de la réalisation des investissements dans le cadre du PDES et de la baisse des cours mondiaux de l'uranium, le déficit du compte courant du Niger s'est creusé sur la période 2014-2017 avec un niveau estimé à 17% sur la période. En 2018, le déficit du compte courant rapporté au PIB est estimé à 18,0%. Néanmoins, il devrait amorcer une baisse à partir de 2019 avec un niveau projeté à 17,9% du PIB.
- Le déficit budgétaire et celui du compte courant ont contribué à accroître le taux d'endettement du Niger qui est passé de 32,0% en 2014 à 49,0% en 2017, soit une hausse de 23,1 points de pourcentage. Pour 2018 le taux d'endettement du Niger est estimé à 55,1%. Il ressortirait à 55,6% en 2019. Sur toute la période 2014-2019, le taux d'endettement du Niger devrait rester en dessous du seuil de la norme communautaire fixé à 70%.

SENEGAL



Bref aperçu



Population :
14 356 575 habitants
(source : ANSD 2015)

Superficie :
196 712 km²

Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Capitale : **Dakar**



Régime Présidentiel

Données économiques

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Croissance du PIB réel	3,9	6,4	6,4	7,1	6,7	6,9
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	-1,1	0,1	0,8	2,2	0,5	0,6
Solde budgétaire globale (en % du PIB)	-3,9	-3,7	-3,3	-3,0	-3,7	-3,0
Taux d'investissement (en % du PIB)	25,9	26,4	26,0	30,4	30,6	30,2
Solde courant (en % du PIB)	-6,8	-5,3	-4,2	-7,3	-8,9	-7,4
Dette globale (en % du PIB)	54,5	56,9	47,7	60,6	64,4	62,0

Source : BCEAO, sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2019)

Les émetteurs

Points saillants

- Le Sénégal a connu une croissance moyenne de 6,0% sur la période 2014-2017 à la faveur des réformes structurelles engagées par l'Etat notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la première phase du Plan Sénégal Emergent 2014-2018. En 2018, la croissance du Sénégal est estimée à 6,7% dans un contexte marqué par une maîtrise des prix, avec un taux d'inflation annuel de 0,5% contre 2,2% en 2017. Une accélération de l'activité est attendue en 2019 avec une croissance projetée de 6,9%.
- L'inflation sur l'ensemble de la période 2014-2018 demeure faible et se situe en dessous du seuil de la norme communautaire de 3%. En 2019, le taux d'inflation se situerait à 0,6%.
- La seconde phase du Plan Sénégal Emergent est prévue pour être mise en œuvre sur la période 2019-2023. Le PSE vise à terme l'émergence du Sénégal notamment à travers la transformation structurelle de l'économie et la croissance.
- Le déficit budgétaire du Sénégal s'est réduit progressivement sur la période 2014-2017 en passant de 3,9% du PIB en 2014 à 3,0% du PIB en 2017. En 2018, le déficit budgétaire serait de 3,7% du PIB. Le Sénégal reviendrait au niveau de la norme communautaire en 2019 avec un déficit projeté à 3,0% du PIB.
- Le solde du compte courant de la balance des paiements ressortirait déficitaire en 2018 de 8,9% du PIB contre un déficit de 7,3% en 2017. Le déficit du compte courant devrait se réduire en 2019 avec un niveau projeté de 7,4% du PIB. Le déficit du compte courant est essentiellement imputable au déficit du compte de la balance commerciale, la hausse des importations du Sénégal étant plus importante que celle des exportations. Le niveau élevé des importations des biens d'équipement, lié à la poursuite des investissements publics, et celui des produits pétroliers sont les principales sources de la hausse des importations du Sénégal.
- Le Sénégal dispose d'un environnement politique et social stable. Le pays a réalisé d'importantes infrastructures et de nombreuses réformes visant à accroître la productivité économique et à améliorer la compétitivité de l'économie. Il s'agit notamment de la réalisation d'infrastructures d'appui à la productivité économique et la mise en œuvre du Programme de Réforme de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité (PREAC).
- A la faveur des réformes engagées pour l'amélioration du climat des affaires, le Sénégal a fait un bond qualitatif dans le classement Doing Business en passant du 147^e rang en 2017 au 140^e rang en 2018.

TOGO



Bref aperçu

Superficie :
56 600 km²



Population :
6 191 155 habitants
(source : DGSCN 2012)

42% de la population
âgés de moins de **15 ans**
(source : DGSCN 2012)

Capitale : **Lomé**



Langue officielle : **Français**
Monnaie : **FCFA**



Régime Présidentiel

Données économiques

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Croissance du PIB réel	5,9	5,7	4,9	4,4	4,9	5,1
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	0,2	1,8	0,9	-0,2	0,9	1,2
Solde budgétaire globale (en % du PIB)	-3,3	-6,2	-8,3	-0,3	-0,8	-1,8
Taux d'investissement (en % du PIB)	27,9	32,2	28,7	24,1	25,3	28,5
Solde courant (en % du PIB)	-10,0	-11,2	-9,9	-2,0	-4,3	-3,4
Dette globale (en % du PIB)	60,4	72,2	81,1	75,6	74,6	70,4

Source : BCEAO, sauf taux d'endettement qui provient du FMI (perspectives économiques régionales, avril 2019)

- Sur la période 2013-2014, l'activité économique au Togo s'est déroulée dans un contexte marqué par la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE), l'exécution des projets du secteur agricole à travers le Programme National d'investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) et la réalisation de grands travaux de construction et de renforcement des infrastructures économiques.
- La croissance est ressortie à 5,2% en moyenne sur la période 2014-2017. Elle est estimée à 4,9% en 2018 dans un contexte de maîtrise de l'inflation avec un taux annuel moyen de 0,9% en 2018 contre - 0,2% en 2017. La croissance devrait s'accélérer en 2019 pour s'établir à 5,1%.
- A la suite du SCAPE, le Togo s'est doté d'un nouveau référentiel de développement pour la période 2018-2022 : le Plan National de Développement (PND 2018-2022). Le PND entend consolider les acquis du SCAPE. Il prend en compte les défis résiduels issus des revues de la SCAPE et est conforme aux engagements régional et international du Togo.
- Le solde budgétaire du Togo a connu une détérioration progressive sur la période 2014-2016 passant de -3,3% du PIB en 2014 à -8,3% du PIB en 2016. Le solde budgétaire connaîtrait une amélioration sur la période 2017-2019. Il serait déficitaire tout en restant en dessous du plafond de la norme communautaire de 3%. Le déficit budgétaire ressortirait à 0,8% du PIB en 2018 contre 0,3% en 2017.
- Le solde du compte des transactions courantes s'est amélioré progressivement sur la période 2014-2017 en lien avec la diversification des exportations et une hausse moins importante des importations. Le déficit du compte courant est passé de 10,0% du PIB en 2014 à 2,0% du PIB en 2017, soit une baisse de 8 points de pourcentage en 4 ans. Le déficit du compte courant s'établirait à 4,3% du PIB en 2018 et à 3,4% du PIB en 2019, une amélioration imputable au Plan National de Développement 2018-2022 dont la mise en œuvre devrait favoriser l'importation des biens d'équipement.
- Le taux d'endettement du Togo serait supérieur au plafond de la norme communautaire de 70%, avec un taux estimé de 74,6% en 2018 contre 75,6% en 2017. Toutefois, les mesures prises par l'Etat togolais depuis 2017 afin de réduire le risque de refinancement et le poids du service de la dette dans le budget devraient permettre de ramener le taux d'endettement à 70,4% en 2019. Cet engagement de l'Etat togolais est conforme aux orientations du programme conclu avec le FMI sur la période 2017-2019 au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC).



UMOA-Titres

Bâtir un Marché Intégré des Titres Publics

